

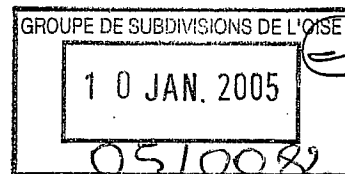
874

*[Signature]*



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'OISE



Arrêté du 3 janvier 2005 de mise en demeure  
à l'encontre de la société Française de Papiers  
Peints (SFPP) pour son établissement de  
Balagny sur Thérain

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi 2000.321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'ordonnance 2000.914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, notamment son livre V, titre I<sup>er</sup>, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret 53.578 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, reprises au livre V, titre I<sup>er</sup> du code de l'environnement ;

Vu le décret 83.1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux prélèvements de toutes natures des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu les résultats des analyses des rejets d'eaux résiduelles réalisées par le Laboratoire Départemental d'Analyses de l'Oise les 16 janvier 2001, 03 et 04 juillet 2001, 05 et 06 novembre 2002, 27 et 28 novembre 2003 ;

Vu les lettres de l'inspection des installations classées concernant les résultats des analyses précitées adressées à la Société Française de Papiers Peints en date des 22 août 2001, 28 janvier 2003, 12 janvier 2004 ;

Vu les réponses de la Société Française de Papiers Peints en date des 6 septembre 2001, 18 février 2003, 20 janvier 2004 ;

*sur l'arrêté du 20/11/89*

Vu les résultats d'auto-surveillance effectués pour l'année 2003 et transmis le 20 janvier 2004 par la Société Française de Papiers Peints ;

Vu les résultats des analyses des rejets d'eaux résiduelles réalisées par le Laboratoire Départemental d'Analyses de l'Oise les 29 et 30 avril 2004 transmis à la Société Française de Papiers Peints par lettre du 17 novembre 2004 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées du 30 novembre 2004 ;

Vu l'avis émis le 10 décembre 2004 par le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie ;

Considérant ;

- les intérêts visés à l'article L511-1 du Livre V – titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement, en particulier la sécurité, la santé et la salubrité publique, la protection de la nature et de l'environnement ;
- que les résultats d'analyses des eaux résiduelles rejetées dans le milieu naturel par la Société Française de Papiers Peints, réalisées dans le cadre de la surveillance du respect des valeurs limite de rejet prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 novembre 1989, ont mis en évidence des dépassements de ces valeurs limites, notamment pour les paramètres DCO, DBO5, MES et NTK ainsi que le débit maximal journalier ;
- que les dépassements de valeurs limites précités sont susceptibles d'entraîner une pollution des eaux de surface ;
- que la Société Française de Papiers Peints ne respecte pas les prescriptions du paragraphe 1.5 du titre II de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1989 relatives aux valeurs limites de rejets de certains paramètres dans les eaux résiduelles de l'établissement ;
- que cette non-conformité est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement et notamment la sécurité, la santé et la salubrité publique, la protection de la nature et de l'environnement ;
- qu'il convient en conséquence en vue de préserver les dits intérêts de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du Code de l'environnement en mettant la Société Française de Papiers Peints en demeure de se conformer dans un délai déterminé aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1989 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise.

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup>

La Société Française de Papiers Peints est mise en demeure pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Balagny sur Thérain (60250) – 5, rue du Général de Gaulle, de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions du paragraphe 1.5 du titre II de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 novembre 1989 rappelées ci-dessous, en particulier en ce qui concerne les paramètres DCO, MES, DBO5, NTK et le débit maximal journalier :

Dispositions du paragraphe 1.5 du titre II de l'article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 novembre 1989	« Normes de rejets au milieu naturel ; Eaux résiduaire »
	<p><u>Débit maximaux :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Instantané : 2 m3/h</li> <li>- pendant une période de 24 heures consécutives : 10 m3/j</li> </ul> <p><u>Concentrations :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MES &lt; 30 mg/l</li> <li>- DBO5 &lt; 40 mg/l</li> <li>- DCO &lt; 100 mg/l</li> <li>- NKT &lt; 20 mg/l</li> <li>- Métaux totaux &lt; 5 mg/l</li> <li>- Cd &lt; 0.2 mg/l</li> <li>- Cu &lt; 2 mg/l</li> <li>- CrVI &lt; 0.1 mg/l</li> <li>- CrIII &lt; 3 mg/l</li> <li>- Pb &lt; 1 mg/l</li> <li>- Indice phénols &lt; 0.1 mg/l</li> <li>- pH compris entre 5.5 et 8.5</li> <li>- Température maximale : 25°C</li> <li>- Absence de coloration et d'odeurs »</li> </ul>

### ARTICLE 2

En cas de non respect des dispositions du présent arrêté dans le délai prescrit, les sanctions administratives prévues à l'article L514-1-I du Livre V – titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement pourront être appliquées, sans préjudice des sanctions pénales.

### ARTICLE 3

La Société Française de Papiers Peints est invitée à présenter à M. le Préfet de l'Oise les éventuelles observations écrites qu'appelleraient de sa part la présente mise en demeure.

**ARTICLE 4**

Conformément aux dispositions de l'article L514-6 du Livre V – titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois. Ce délai s'étend à compter de la date de notification du présent arrêté.

**ARTICLE 5**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Balagny sur Thérain, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement de Picardie, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 3 janvier 2005

pour le préfet,  
le secrétaire général,

  
Jean-Régis BORIUS